

Voici la raison pour laquelle je n'ai rien posté pendant relativement longtemps. Dans cet article, je veux parler des risques. Et si vos emplois du temps sont bien organisés et que votre journée suit un cours ordonné, alors ceci représente assurément un risque de tout bouleverser.

Sans risque ?

Il y a 300 000 ans, *Homo sapiens* est apparu, la meilleure et jusqu'à présent la dernière variante d'un processus commencé plus de six millions d'années plus tôt. À cette époque, nos ancêtres ont commencé à se détacher des singes. Une des causes de cette évolution, qui allait transformer la planète, était déjà le changement climatique. 250 000 ans plus tard, *Homo sapiens* a quitté l'Afrique et découvert le reste du globe.

Un long chemin pour ce petit primate qui, pour la première fois, a quitté la protection des arbres et a décidé que tout ce qui était essentiel à sa survie se trouvait plutôt au sol que dans les feuillages.

Et qu'a-t-il trouvé et inventé au fil du temps ? Ce qui, toutefois, n'a jamais été trouvé, c'est un contrat nous garantissant cette Terre comme refuge sûr, comme zone sans risque. Même dans la Bible, le fait de « rendre la Terre soumise » est un ordre ou au moins une suggestion, donc une évolution potentielle. Cet ordre biblique n'a d'ailleurs jamais été accompli, puisque la nature exige encore chaque année son tribut d'êtres humains et de ressources. En sept millions d'années, nous n'avons pas pu changer cela. Nous ne savons même pas ce qu'il reste à découvrir sur notre planète. Et l'on oublie peu à peu que nous restons un morceau de nature, un morceau qui ne peut pas annuler unilatéralement les lois naturelles.

Nous vivons toujours dans un environnement hostile. Nous sommes certes au sommet de la chaîne alimentaire, mais nos ennemis naturels attendent encore que nous ne soyons pas attentifs un instant pour nous voler notre nourriture ou notre vie. Pas une année ne passe sans qu'un touriste dans un parc animalier, un plongeur ou un chercheur ne perde la vie.

Pourtant, une grande partie de notre société nourrit le désir d'un contrat « zéro risque ». Mais un tel contrat ne peut pas exister. Nous sommes tous complètement surassurés et nous ignorons même quels risques réels ou imaginaires sont couverts. Nous voulons une protection totale contre les maladies, et pourtant nous en créons constamment de nouvelles. Pensons aux vaches folles, où nous savons exactement ce que nous avons provoqué. Nous voulons un nombre irréaliste de zéro mort sur les routes, une activité pourtant fortement sujette à l'erreur et au potentiel suicidaire. Nous avons accumulé assez d'armes pour faire exploser la planète mille fois, et malgré cela nous n'avons empêché aucune guerre. Nous tremblons devant le changement climatique et tentons encore et encore d'imposer notre volonté à la nature. Avant, nous nous reposions sur la religion pour ce genre de questions ; aujourd'hui, ce sont des politiciens — ceux-là mêmes qui ont réduit l'influence

religieuse — qui exécutent une « danse de la pluie » et prétendent avoir un remède au changement climatique.

Je me souviens encore d'une vague de chaleur où des personnes sont mortes de déshydratation, en particulier dans des foyers pour personnes âgées. L'Europe a réagi avec un programme de milliards consacré à des climatiseurs et des humidificateurs. Un gaspillage d'argent, puisque ces appareils coûteux sont probablement aujourd'hui tous hors service. Quand il fait chaud, le personnel de ces établissements veille simplement mieux à faire boire les résidents.

Notre quête fanatique de sécurité totale se reflète aussi dans la manière dont les entreprises se protègent contre les poursuites. Le micro-ondes ne peut évidemment pas servir de sèche-cheveux pour animaux, mais doit-on vraiment l'écrire dans chaque mode d'emploi ?

En Europe, nous réagissons de manière très matérialiste à ces défis naturels et avons tendance à jeter l'argent sur les dangers qui se présentent. La politique, elle, réagit de manière maximaliste, car à l'ère des réseaux sociaux, tout doit être amplifié et dramatisé. Cela permet aux responsables politiques de renforcer leur position et de justifier leurs exigences. Au final, le citoyen devient un peu moins libre, un peu plus contrôlé, car ainsi l'électorat, malléable, peut dire merci à ses « héros du risque zéro » avec son bulletin de vote. Et il y a toujours assez de gens prêts à payer un prix élevé de liberté pour une sécurité qui n'en est pas une.

Pendant que notre environnement reste un espace hostile, nous poussons notre besoin de sécurité à l'extrême. Même dans l'interaction humaine, plus rien ne doit troubler le bien-être de l'individu. Aucun mot, aucune action, aucune attitude ne doit perturber ceux qui pensent détenir la vérité. Mais la vérité de qui ?

Mon argument est que le petit singe qui est descendu de l'arbre avait d'autres priorités que sa « sécurité absolue », et c'est toujours le cas aujourd'hui. Sa première préoccupation était la survie de son espèce et l'évolution de sa vie. Il a choisi le chemin du risque. Paradoxalement, ce sont les nations industrialisées — trop approvisionnées, trop socialisées et trop assurées — où le désir de sécurité est le plus grand. Et ce concept de sécurité s'étend jusqu'au confort. Mais si un virus « pour notre sécurité » arrête les usines qui nous nourrissent, si la peur d'un climat plus chaud et d'un niveau de la mer plus élevé met notre industrie à l'arrêt, si le progrès devient impossible parce qu'on ne débat plus de manière controversée, ou si l'on extermine les pigeons de nos villes parce qu'ils abîment les vieilles pierres, alors nous avons perdu en tant que société.

Car lorsqu'il s'agit de remplacer les vieilles pierres de nos villages par des blocs de béton, nous n'hésitons pas. Quand il s'agit de vendre et d'utiliser des armes, le climat devient secondaire. Et lorsque des maladies guérissables

pour quelques euros se répandent en Afrique, il n'y a pas de fermeture d'usine pour cause de quarantaine.

Une politique honnête admettrait simplement qu'il n'existe pas de sécurité totale. Qu'on ne peut pas accueillir des millions de migrants sur un continent sans importer davantage de criminalité. Qu'il n'y a pas de réponse au Covid, si ce n'est des injections expérimentales non testées cliniquement... avec un risque élevé. Que le changement climatique est certes lié à l'activité humaine, mais qu'il fait aussi partie du développement naturel de la Terre. Et qu'une politique responsable ne peut pas imposer au monde des milliards de dépenses pour quelque chose qui se répète depuis des millions d'années.

Une politique honnête n'essaierait pas non plus de mettre ses citoyens dans une situation de dépendance confortable. Chaque décision comporte un risque. Et celui qui assume ce risque (et qui peut-être profite un temps de sa décision avant qu'elle ne tourne mal) a la responsabilité de chercher un plan B, sans appeler l'État à la rescousse. Ce n'est pas à l'État de fournir un filet de sécurité pour chacune de nos décisions. Et ces filets, de toute façon, sont payés par le citoyen. Ils ne sont pas parfaits : chaque filet a des mailles à travers lesquelles on peut tomber.

Notre primate d'il y a 300 000 ans a évalué ce qui était le mieux pour lui. Ses descendants ont conquis le monde. Mais aujourd'hui, un simple virus suffit à l'arrêter. *Homo sapiens* a perdu l'équilibre entre risque, responsabilité individuelle et intervention étatique nécessaire. L'État est le mal nécessaire qui empêche que nous nous entre-tuions quotidiennement... mais il ne peut pas dicter la vie quotidienne de plus de huit milliards de personnes. Seule la nature le peut.